

Minute n° 2,01 s/3 J'.

RG n° 91-14-000118 ; REPUBLIQUE FRANÇAISE - AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

Monsieur B.
C/
Fournisseur Y.
Distributeur A.

JURIDICTION DE PROXIMITE DE BRIGNOLES

JUGEMENT DU 19 Mai 2015

DEMANDEUR :

Monsieur B.
comparant en personne

DEFENDEUR :

Fournisseur Y.
représenté(e) par Mr WAGNER, muni(e) d'un mandat écrit

Distributeur A.
représenté(e) par Me MATIEI Michel, avocat au barreau de TOULON

JUGE DE PROXIMITE : Mr ANTONMATIEI Jean-Marc

Greffier lors des débats : LE GUEN Eddy, greffier en chef
Greffier lors du prononcé : DOUSSIÈRE Marie-José

AUDIENCE : 14 avril 2015

DELIBERE : 19 Mai 2015

DECISION PRONONCEE PAR MISE A DISPOSITION AU GREFFE

NATURE DU JUGEMENT :

par décision contradictoire, et en dernier ressort ;

Grosse délivrée le : ('3 s 1.o¹ r
à \ lo,, '-"" \, .
/ ' \:: •(° S!)E . rj"" \.-<,,
M

Par déclaration enregistrée au greffe le 12 septembre 2014, Monsieur B. a saisi la Juridiction de Proximité de BRIGNOLES d'une demande à l'encontre du fournisseur Y. et du distributeur A., afin d'obtenir le paiement de la somme de 720 euros représentant un paiement indu ainsi que la somme de 100 euros à titre de dommages et intérêts.

Les parties ont été régulièrement convoquées par lettres recommandées.

L'affaire a été appelée à l'audience du 14 avril 2015.

A cette audience, Monsieur B. est présent et expose que son compteur d'électricité a été déclaré en panne par le fournisseur Y. et le distributeur A. le 27 février 2014 et que la panne remonte au 18 août 2011. Monsieur B. conteste cette date. Il indique qu'il a consommé 6 700 kWh entre février 2011 et février 2012, et 2 900 kWh entre février 2014 et août 2014, ce qui prouve que le compteur fonctionnait encore normalement. Il ajoute que dans leurs calculs, le fournisseur Y. et le distributeur A. n'ont pas pris en compte que des travaux d'isolation ont été effectués dans sa maison et que la composition du foyer a diminué après 2011. Monsieur B. rapporte qu'il a finalement saisi le Médiateur national de l'énergie le 20 mars 2014, mais que les recommandations de celui-ci n'ont pas été suivies par le fournisseur Y. et le distributeur A.

Sur ces bases, le requérant maintient l'ensemble de ses demandes.

En réponse, le distributeur A. expose :

- Que le contrat de fourniture d'énergie a été souscrit par Monsieur B. en 2002, pour une mise en service le 18 février 2003.
- Que la consommation annuelle a été stable jusqu'en 2011 où elle a commencé à diminuer considérablement jusqu'à atteindre un enregistrement nul, ce qui démontre que le compteur était atteint d'un dysfonctionnement.
- Que le compteur a été remplacé le 27 février 2014.
- Que d'après la diminution de consommation, la période de dysfonctionnement est comprise entre août 2011 et février 2014, et qu'ainsi une facture rectificative de 1 444,22 euros a été adressée à Monsieur B. le 5 mars 2014.
- Que le Médiateur national de l'énergie a estimé qu'il serait équitable que le distributeur annule environ 720 euros sur la facture.
- Qu'elle n'a pas voulu suivre cette recommandation car la rectification réalisée a été conforme à la procédure applicable en tel cas, validée par la Commission de régulation de l'énergie (CRE).
- Que la période de redressement a été limitée à 2 ans, conformément à l'article L137-2 du Code de la Consommation, soit du 27 février 2012 au 27 février 2014.
- Que la période du 18 février 2010 au 17 février 2011 a été retenue pour calculer la rectification des consommations.
- Qu'une comparaison a été opérée entre la période de référence et la période de dysfonctionnement et qu'un abattement de 10 % a été appliqué conformément à la procédure.
- Qu'ainsi, la procédure et la méthode applicables en cas de dysfonctionnement de compteur ont été strictement respectées.

- Que le redressement calculé à partir de février 2012 est favorable à Monsieur B. puisque le dysfonctionnement remonte à février 2011.
- Que la détection tardive du dysfonctionnement du compteur ne peut lui être imputée puisque l'anomalie n'était pas détectable tant qu'elle n'était pas suffisamment significative.

Sur ces bases, le distributeur A. demande donc de débouter Monsieur B. de l'intégralité de ses demandes, de le condamner à lui payer la somme de 500 euros sur le fondement de l'article 700 du Code de Procédure Civile et de le condamner aux dépens.

Le fournisseur Y. pour sa part expose :

- Que le 27 février 2014, un agent assermenté du distributeur A. a constaté le dysfonctionnement du compteur de fourniture d'énergie de Monsieur B. et qu'il a procédé à son remplacement.
- Que la correction a été faite conformément au cahier des charges de concession par le service public de distribution d'électricité et à l'évaluation du distributeur A.
- Que le 18 avril 2014, le distributeur A. indiquait qu'elle ne reprendrait pas son calcul et qu'ainsi le 5 mai 2014, une facture rectificative d'un montant de 1 444,22 euros était adressée à Monsieur B.
- Que le distributeur A. gère le réseau public de distribution et a pour mission d'assurer l'accès au réseau de tous les utilisateurs, et en autres de réaliser des opérations de relève et vérification de compteur.
- Que le fournisseur Y. a pour mission la gestion commerciale de ses clients consistant en la vente d'électricité et leur facturation.
- Qu'ainsi, elle ne peut pas être condamnée pour un litige ayant pour origine le dysfonctionnement du compteur de Monsieur B.

Le fournisseur Y. demande donc d'entendre le distributeur A. sur le dysfonctionnement du compteur, de dire que la recommandation du Médiateur national de l'énergie n'est pas contraignante, de dire que le fournisseur Y. a mis en œuvre ladite recommandation, de dire que la facturation pour Monsieur B. est fondée, de débouter Monsieur B. de ses demandes à l'encontre du fournisseur Y., de le condamner à payer au fournisseur Y. une somme de 200 euros sur le fondement de l'article 700 du Code de Procédure Civile et de le condamner aux dépens. A titre subsidiaire, elle demande qu'en cas de condamnation, les demandes concernant le fournisseur Y. et le distributeur A. soient bien distinctes.

L'affaire est mise en délibéré au 19 mai 2015.

SUR QUOI

Attendu que selon l'article L322-8 du Code de l'énergie, un gestionnaire de réseau de distribution d'électricité est notamment chargé, d'exercer les activités de comptage pour les utilisateurs raccordés à son réseau, en particulier la fourniture, la pose, le contrôle métrologique, l'entretien et le renouvellement des dispositifs de comptage et d'assurer la gestion des données et toutes missions afférentes à l'ensemble de ces activités ;

Attendu que le Médiateur national pour l'énergie, dans sa recommandation du 13 août 2014, a estimé que le redressement était légitime dans son principe, mais que le délai de détection du dysfonctionnement a été anormalement long ;

Attendu qu'il y a un doute sur la consommation de référence retenue par le distributeur A. compte tenu de la diminution de la composition du foyer de Monsieur B. ;

Attendu que la détection tardive du dysfonctionnement du compteur de fourniture d'énergie a privé Monsieur B. de la possibilité de mieux maîtriser sa consommation ;

Qu'ainsi Monsieur B. est bien fondé en sa demande à l'encontre du distributeur A. ;

Que la responsabilité du distributeur A. est donc engagée de ce fait ;

Qu'il y a lieu en conséquence de condamner le distributeur A. au paiement de la somme de 720 euros représentant la partie estimée du redressement de consommation ;

Attendu que le fournisseur Y. a pour mission la gestion commerciale de ses clients et que sa responsabilité ne peut être engagée pour un litige ayant pour origine le dysfonctionnement du compteur de fourniture d'énergie de Monsieur B. ;

Qu'il y a lieu en conséquence de débouter Monsieur B. de sa demande de condamner le fournisseur Y. au paiement de la somme de 720 euros représentant la partie douteuse du redressement de consommation ;

Attendu que Monsieur B., compte tenu du contexte de l'affaire et des explications à l'audience, ne justifie pas l'attribution de dommages et intérêts pour résistance abusive ;

Qu'il y a lieu dès lors de le débouter de ce chef ;

Attendu qu'il n'y a pas lieu, compte tenu du contexte de l'affaire, de faire droit à la demande du fournisseur Y. au titre des dispositions de l'article 700 du Code de Procédure Civile ;

Attendu que le distributeur A. succombe, elle sera condamnée aux entiers dépens de l'instance ;

PAR CES MOTIFS

Le Juge de Proximité, statuant par jugement mis à disposition au greffe, contradictoirement et en dernier ressort

CONDAMNE le distributeur A. au paiement de la somme de 720 euros à Monsieur B. ;

DEBOUTE Monsieur B. de sa demande de condamner le fournisseur Y. au paiement de la somme de 720 euros ;

DEBOUTE Monsieur B. de sa demande d'attribution de dommages et intérêts ;

DEBOUTE le fournisseur Y. en sa demande accessoire ;

CONDAMNE le distributeur A. aux entiers dépens de l'instance.

Et le Juge a signé avec le Greffier

La greffière

Le juge,

42

En conséquence, la République Française mande et ordonne à tous huissiers de justice sur le requis de mettre le présent jugement à exécution, aux procureurs généraux et aux procureurs de la République près les tribunaux de grande instance d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi, le présent jugement a été signé par le président et le greffier.

La présente copie certifiée conforme à la minute a été scellée et délivrée par le greffier en chef soussigné le 13 02 15

